

A QUÉBEC, LA FRANCOPHONIE CONQUÉRANTE

## Le prix d'une réussite

**Avec une croissance de 2%, le Québec fait figure d'exception. Mais les chiffres masquent une réalité provinciale plus contrastée et de grandes disparités entre les secteurs économiques.**

---

par **Gérard Duhaime**, juillet 2012

---

Au Québec, l'économie se porte bien ; la province se serait mieux sortie de la récession que le reste du monde. Tel est du moins le refrain entonné par le gouvernement, qui cite des indicateurs censés attester la pertinence de ses politiques économiques : « *L'emploi est en croissance, le taux de chômage est à son plus bas, les investissements privés sont en croissance* », claironnait ainsi le ministre provincial des finances, M. Raymond Bachand, lors d'une conférence de presse en août 2011. Mais, si le bilan est globalement positif, ces agrégats ne disent rien sur les dynamiques contradictoires des branches d'activité ni sur l'accroissement des inégalités sociales. Gommés par les moyennes statistiques, ces mouvements ne s'observent que dans les détails.

Effet des politiques libre-échangistes mises en place il y a trente ans, les délocalisations industrielles se sont multipliées au profit des banlieues de Mexico, New Delhi ou Shanghai. Depuis longtemps, elles ont fait disparaître du Québec le textile et la production de meubles ; plus récemment, elles ont touché la métallurgie ou la fabrication et l'assemblage de produits finis. Des fleurons de l'industrie nationale tel Bombardier et ses engins récréatifs motorisés (comme les motoneiges) comptent désormais sur les pays émergents pour rester compétitifs.

La désindustrialisation a également consacré la mort de la foresterie telle qu'elle existait autrefois, et ce sont surtout les régions éloignées qui en ont subi les contrecoups. Au cœur même de la ville de Québec, l'usine Stadacona, qui produisait du papier depuis près d'un siècle, a fermé en janvier 2012 : cuves asséchées, cheminées éteintes, cours désertes... et six cents nouveaux chômeurs. Dans les secteurs en déclin, certaines entreprises maintiennent leur rentabilité en imposant une dégradation des conditions de travail : diminution des salaires, des congés payés, des rentes de retraite, etc. Et cela ne suffit pas toujours. A la Stadacona, par exemple, les syndicats ont accepté des contrats de travail désavantageux, mais leur entreprise a tout de même disparu.

Au cours de la dernière décennie, tandis que la fabrication et l'agriculture continuaient à décliner, d'autres branches connaissaient une croissance plus soutenue sauf en 2008 et 2009 (1). La finance et les assurances ont poursuivi leur développement remarquable, amorcé depuis les manœuvres de décloisonnement et de déréglementation intérieurs, suivies par la libéralisation internationale des capitaux, avec l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) et les traités similaires conclus dans les années 1990. Le secteur du bâtiment a quant à lui été stimulé par d'importants programmes d'infrastructures publiques, lesquels ne devraient pas s'essouffler de sitôt étant donné l'état inquiétant de certains ouvrages majeurs du génie civil, en particulier à Montréal.

Enfin, le secteur des matières premières (livraisons minérales, investissements miniers...) a connu des années fastes. Depuis la remontée du prix des métaux de base, au milieu des années 2000, les exploitants

ont augmenté leur production, les projets qui restaient sur les tables à dessin ont été mis en chantier et l'exploration s'est intensifiée.

### **Des ménages endettés**

Au cours des cinq dernières années, l'augmentation du revenu disponible des ménages (+ 2,2%) a presque été neutralisée par l'inflation (+ 2%). Mais il y a pis. Poursuivant une tendance observée depuis plus d'un demi-siècle, et que rien ne semble vouloir renverser en dépit de reculs conjoncturels, l'endettement des ménages a continué d'augmenter à un rythme deux à trois fois plus rapide que le revenu (+ 7,2%) (2). Les grands argentiers provinciaux et fédéraux, dans des élans moralisateurs, suggèrent aux consommateurs d'assainir leurs finances, mais il ne leur vient pas à l'idée d'imposer des limites à l'industrie du crédit, toujours aussi prospère.

### **Quelle solidarité sociale ?**

Du reste, les politiques publiques contredisent ces exhortations rituelles. Les assauts répétés contre le filet de protection sociale touchent durement les ménages les moins fortunés. Fixé par l'Etat, le salaire horaire minimum (9,90 dollars canadiens, soit environ 7,50 euros) condamne quasiment à la pauvreté laborieuse : à temps plein, il correspond de fait au seuil de pauvreté pour une personne seule, soit 18 000 dollars par an avant impôt. Les programmes sociaux imposent des contraintes toujours plus strictes à leurs bénéficiaires. Les aides de dernier recours n'assurent même pas un minimum décent. Dans cette dérive, où le préjugé a supplanté la compassion, l'éradication du déficit budgétaire gouvernemental, présentée comme une nécessité incontestable, est devenue la mère de toutes les politiques, au détriment d'une solidarité sociale minimale dont l'Etat serait le garant.

Depuis dix ans, la droite s'est focalisée sur cet objectif, et ses institutions représentatives — partis, syndicats — ont fini par dominer le paysage politique et médiatique. Dans l'ensemble du pays, la coalition des forces conservatrices a mené au triomphe du chef du Parti conservateur du Canada (PCC), M. Stephen Harper, lors de deux élections successives. La direction qu'il imprime au pays nourrit le mécontentement au Québec, après la victoire écrasante en 2011 du PCC dans le « reste du Canada » (RDC) : contrôle exercé sur l'information (dénoncé par les associations de journalistes), adoption de politiques à l'américaine (destruction du registre des armes à feu, augmentation du budget de la défense, participation de l'armée à des missions de combat [3], torpillage des politiques environnementales...), restauration des symboles monarchistes, nomination de personnalités unilingues anglophones à des postes-clés (juge à la Cour suprême, vérificateur général...).

Le mécontentement n'est pas moindre face aux coupes budgétaires qui favorisent le libre-marché et accentuent les inégalités. Les coupes imposées à l'organisme Statistique Canada ont été dénoncées par les groupes minoritaires, par exemple les francophones hors Québec et les autochtones, qui craignent que leur « disparition statistique » ne justifie la diminution, voire l'annulation, du soutien gouvernemental dont ils bénéficient, et n'entrave l'exercice de leurs droits. Celles imposées aux chercheurs en sciences naturelles nuisent à la capacité d'analyse, par exemple, de l'état de santé du fleuve Saint-Laurent. Le transfert des appels de détresse maritime de Québec à Trenton met en jeu la vie des petits pêcheurs francophones du Québec et de l'Acadie. De passage à Paris, le premier ministre canadien déclare en toute candeur : « *Nous passons au peigne fin nos dépenses pour nous assurer qu'elles sont toutes appropriées. Si nous versons de l'argent à des organisations qui font des choses contraires aux politiques du gouvernement, je crois que c'est une utilisation inappropriée de l'argent des contribuables et nous chercherons à l'éliminer* (4). » Pendant ce temps, la recherche orientée vers la création de produits commercialisables est en plein essor, et il devient de plus en plus manifeste que les conseils de recherche calquent leurs concours et leurs formulaires sur ceux en usage dans le monde des affaires.

## Une presse timorée

Les protestations qui, bon an, mal an, ont accompagné la présentation de budgets régressifs n'ont jamais été que des feux de paille. Les mobilisations les plus bruyantes, qui concernaient des projets de privatisation ou de développement industriel, se sont même calmées. Certaines se sont arrêtées lorsque le gouvernement a résolu de gagner du temps, ou lorsqu'il a tant fait durer le débat que le projet avait perdu son attrait pour les promoteurs privés. Dans la plupart des cas, il s'agissait d'enjeux précis et régionaux, comme la construction d'une centrale thermique en aval de Montréal ou l'exploration et l'exploitation de gaz de schiste par fracturation hydraulique dans la vallée du Saint-Laurent. D'autres ont cessé faute de combattants, comme la dénonciation de la construction de barrages hydroélectriques sur les dernières rivières sauvages de la Côte-Nord ou le démantèlement de la ville de Malartic pour permettre l'exploitation du gisement aurifère que recèle son sous-sol.

D'autres motifs d'indignation sont apparus, comme les pertes astronomiques de la Caisse de dépôt et placement du Québec (40 milliards de dollars d'actifs, soit le quart de sa valeur); la corruption du personnel politique par les entrepreneurs en construction, allégations sur lesquelles enquête la commission nommée après que le pouvoir eut été mis au pied du mur; la hausse des frais universitaires, à l'origine de l'un des plus grands mouvements étudiants de l'histoire de la province (*lire « [Division culturelle autour du « printemps québécois »](#) »*); ou le recyclage, étonnamment systématique, de ministres démissionnaires par de grandes entreprises du secteur des ressources.

L'accumulation des griefs n'a cependant pas conduit à une remise en cause générale des orientations qui déterminent l'économie du Québec et la redistribution de la richesse depuis dix ans. Pourquoi? La sclérose vient peut-être en partie de la concentration de la presse à grand tirage, dont sont issus les faiseurs d'opinion, lesquels appuient généralement le pouvoir et dénigrent volontiers les voix discordantes, ou encore de la valse-hésitation d'un grand nombre de nationalistes entre gauche et droite, pourvu que ce choix puisse favoriser une stratégie d'accession à la souveraineté du Québec. Elle vient peut-être encore de la dispersion des militants entre une multiplicité d'enjeux isolés.

Les responsables politiques ont raison de se réjouir : si tout va aussi bien, en moyenne, dans l'économie du Québec, c'est qu'ils ont été de bons élèves et sont parvenus à adapter au contexte local les prescriptions de la mondialisation. Mais, en reliant le conflit qu'il porte à bout de bras depuis quatre mois aux dimensions générales qui en forment le terreau, le mouvement étudiant permet l'expression d'une insatisfaction largement partagée à l'égard du modèle de société promu par les pouvoirs publics.

**Gérard Duhaime**

Sociologue à l'université Laval,  
Québec; auteur de *La vie à crédit. Consommation et crise*,  
Presses de l'université Laval,  
Québec, 2003.

- (1) « Principaux indicateurs économiques, 1993 à 2011 [[http://www.stat.gouv.qc.ca/princ\\_indic/publications/indicat\\_ANNU.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/princ_indic/publications/indicat_ANNU.pdf)] », Institut de la statistique du Québec.
- (2) « Crédit à la consommation, excluant les hypothèques, 2007 à 2011 [<http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/fin20-fra.htm>] », Statistique Canada.
- (3) Lire Marc-Olivier Bherer, « [La diplomatie belliqueuse d'Ottawa](#) », *Le Monde diplomatique*, février 2009.
- (4) « Gouvernement "Harper" [<http://www.ledevoir.com/politique/canada/352158/gouvernement-harper>] », *Le Devoir*, Montréal, 11 juin 2012.

Dette

Langue

Économie

Libéralisme

Crise économique

Québec